

Questions orales

Dans son dernier budget, le gouvernement a refusé d'investir dans un programme tel que le programme d'infrastructures locales qui vise à remettre les gens au travail. De toute évidence, les programmes qu'il a mis en place ne fonctionnent pas, et l'emploi n'augmente pas. Le premier ministre pourrait-il me dire quand le gouvernement présentera un programme visant à remettre les Canadiens au travail?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, le chef du Nouveau Parti démocratique a parlé de l'indice avancé composite qui, je tiens à le souligner, a augmenté pendant neuf mois consécutifs. Il n'a pas bougé au cours du dernier mois, en janvier. Je voudrais rappeler à la députée que le produit intérieur brut réel a augmenté en janvier. Les ventes de maisons ont augmenté d'environ 14,5 p. 100 et les mises en chantier, d'environ 11 p. 100 et les ventes de véhicules automobiles ont augmenté de presque 7 p. 100 par rapport à l'année dernière.

Il y a des signes de renforcement de l'économie des États-Unis. Je voudrais cependant rappeler à la députée que l'économie n'est pas faible seulement au Canada, qu'elle l'est également aux États-Unis, ainsi qu'au Royaume-Uni, en France et au Japon. La situation est la même partout dans le monde.

Je pense que la députée reconnaîtra avec moi que certaines initiatives ont été annoncées dans le budget pour aider les secteurs de la fabrication et de la transformation, pour encourager les investissements, pour conserver les emplois actuels et en créer de nouveaux.

L'hon. Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, les Canadiens comprennent que l'économie ne se porte pas bien, mais ce qu'il leur faut c'est un gouvernement vigoureux qui les défendra et qui mettra en place des programmes pour leur redonner du travail.

Ce gouvernement se conduit comme s'il n'avait aucun choix, comme s'il lui était impossible de faire quoi que ce soit. Les provinces, ce parti et d'autres ont émis un certain nombre d'idées pour remettre les Canadiens au travail.

Aujourd'hui, le Conference Board a confirmé qu'en matière d'emploi, les résultats des derniers mois n'étaient rien moins que désastreux. Peut-on trouver condamnation plus claire des politiques de ce gouvernement?

L'une des causes est certainement l'Accord de libre-échange canado-américain, à preuve les décisions concernant Honda, les exportations de boeuf, la bière, les droits compensateurs sur le bois d'oeuvre, etc. Et mainte-

nant ce sont les ordinateurs et l'industrie textile qui sont menacés par le projet d'ALÉNA.

Je voudrais poser la question suivante au premier ministre: étant donné ce qui se passe au Canada en ce moment, et étant donné la crise actuelle dans le domaine de l'emploi, pourquoi le gouvernement est-il si déterminé à inclure le Mexique dans un accord commercial, l'accord canado-américain qui est déjà un mauvais accord, le rendant pire encore?

L'hon. Michael Wilson (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, je suppose d'après ce que dit la députée qu'elle aimerait que nous ne soyons pas à la table des négociations et que nous laissions les Mexicains et les Américains conclure un accord entre eux qui nuirait au Canada, et aux investissements canadiens et aux investissements au Canada.

Cela serait contraire à la politique de ce gouvernement. Nous voyons des possibilités de débouchés au Mexique. Je lui rappellerais qu'il y a eu un salon commercial en janvier. Nous cherchions 75 sociétés pour y participer mais en raison des débouchés possibles dans ce pays, 206 sociétés canadiennes s'y sont rendues.

Les produits de l'automobile, les télécommunications, les produits écologiques, le transport, tout ça sont des domaines, des produits ou des services pour lesquels les gens d'affaires canadiens voient de bons débouchés au Mexique et, par le Mexique, dans le reste de l'Amérique du Sud.

L'hon. Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, j'ai une question supplémentaire pour le ministre. Il est clair que ce gouvernement a trouvé le moyen d'exporter plus d'emplois que de produits Canadiens malgré ce que dit le ministre.

[Français]

Je voudrais poser une question au ministre concernant un domaine très spécifique: l'industrie du textile et aussi celle de l'électronique, qui emploient des centaines de milliers de gens au pays. Nous avons appris que des hauts fonctionnaires américains et canadiens disent que ces industries sont encore plus menacées qu'avant à cause de l'entente commerciale entre les États-Unis, le Canada et le Mexique.

Voici donc ma question au ministre. Il est sûrement temps de mettre fin à ces négociations. Encore une fois, des centaines de milliers d'emplois sont en péril. Est-ce que le ministre est maintenant prêt à mettre fin à ces négociations dans l'intérêt des Canadiens et de leurs emplois?